RÉPONSE

AU MÉMOIRE

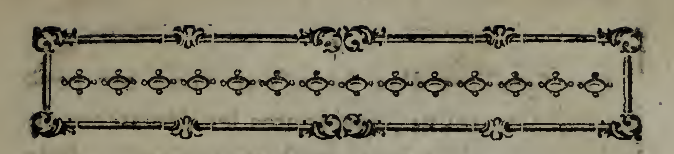
ADRESSÉ

A MM. DU TIERS.

LONDRES.

1788.


THE NEWBERRY LIBRARY
NL
CHICAGO



RÉPONSE AU MÉMOIRE

ADRESSÉ

A MM. DU TIERS.

MESSIEURS,

Animé par le zèle ardent d'être utile aux hommes, & encouragé par l'espérance de faire renaître parmi eux la paix & l'harmonie, j'ai osé, généreux François, vous adresser cet écrit.

Vous savez, Messieurs, qu'un Ministre audacieux, secondé par des Complices aussi méprisables que lui-même, a tenté d'avilir votre Nation; qu'il a voulu, en la dépouillant de ses privilèges, la plier sous le joug honteux du despotisme. Mais étonné de la résistance à laquelle il ne s'attendoit pas, le monstre, voyant échouer ses projets destructeurs, a juré de se venger, en vomissant par-tout le poison meurtrier de la discorde. Il a vu que la force de la Nation consiste dans l'union parfaite des Trois Ordres dont elle est composée, & il a volé son Roi pour soudoyer des êtres assez lâches pour l'aider à les diviser.

Ces Satellites d'un impoſteur vous ont perſuadé, MESSIEURS, que toutes les démarches de la Nobleſſe n'ont tenté qu'à vous écraſer ſous le poids de ſon orgueil, & à vous rejetter tôt ou tard dans l'état de ſervitude où gémiſſoient les premiers François. On vous dépeint cette Nobleſſe comme un corps hideux, rempli d'orgueil & d'injuſtice, qui s'attribue tout, honneur, vertu & richeſſes, & qui ne compte pour rien le reſte de la Nation.

A ce diſcours votre ame s'indigne, & une juſte colère s'allume dans votre cœur ; votre amour propre eſt bleſſé, & déjà vous courez aux armes pour venger votre honneur outragé.... Arrêtez ! malheureux ! qu'allez-vous faire ?... Juſqu'où votre courage vous égare ! . . . Le ſcélérat ! c'eſt-là qu'il vous attendoit pour aſſouvir ſa haîne & ſa rage. Ivre de vengeance, il ne craint point de faire couler des ruiſſeaux de ſang, pour y laver ſa honte & ſon déshonneur. Déteſté de ſa Nation, il veut, pour anéantir à jamais les témoins de ſon opprobre, l'écraſer en tombant lui-même accablé ſous le poids des malédictions.

Voilà, MESSIEURS, l'Apôtre dont vous écoutez la doctrine ; voilà le fourbe que vous appellez votre bienfaiteur ! Vous voulez opérer une révolution, créer un nouvel ordre

de choſes ? Ah ! avez-vous penſé qu'après avoir égorgé des milliers de Citoyens, vous ne ſerez pas plus heureux ? Et ſi vous triomphez, ſi vous obtenez, par la force des armes, les droits que vous demandez, pourrez-vous bien jouir en paix d'un bien arroſé du ſang d'un père, d'un ami ou d'un frère ? Ah ! maudit ſoit l'homme qui ne frémit à cette ſeule idée !

Messieurs, écoutez un homme qui n'a aucun intérêt à vous tromper, un homme, qui, à la fortune près qui lui manque, eſt votre égal, & qui, par conſéquent, ne pourroit que gagner par une révolution ſubite ; mais je ne veux point d'un bien dont la poſſeſſion me feroit ſans ceſſe verſer des larmes ſur le ſort malheureux de toute une Nation.

Vous reprochez à la Nobleſſe ſon orgueil, ſes privilèges & ſon opulence ! Eh ! ne ſavez-vous pas que l'orgueil eſt l'apanage du ſot, plus fait pour inſpirer la pitié, que pour exciter l'envie ; & puiſque cette eſpèce de gens ſe trouve dans tous les états, pourquoi, Messieurs, vous étonner de voir parmi les Nobles des gens qui déparent leur dignité ? Le vrai Gentilhomme, l'homme d'honneur, eſt par-tout affable, populaire & vertueux.

La Nobleſſe ayant été dans ſon principe le

prix des ſervices rendus à l'Etat, il étoit juſte que la Nation les récompensât par quelques marques de diſtinction, & par quelques privilèges : ce feroit anéantir la vertu, que de la laiſſer ſans récompenſe. Tout le mal eſt d'avoir rendu la Nobleſſe héréditaire.

C'eſt encore à tort qu'on reproche l'opulence au ſeul Corps de la Nobleſſe. Des milliers de Roturiers ſont plus riches que la plupart des Gentilshommes, dont les deux tiers n'ont pour ſubſiſter que de vieux parchemins auſſi uſés que leur crédit.

Quant à ces Gentillâtres qui, rougiſſant de vivre parmi d'honnêtes Bourgeois, ont acheté des Charges pour avoir (comme dit Rouſſeau) le droit de n'être pas pendus, ils ſont également mépriſés & de vous qu'ils viennent de quitter, & du Corps où ils ſe ſont faufilés.

Je ſais bien que, par un abus du Gouvernement, les privilèges de la Nobleſſe ſont devenus une charge pour le reſte des Citoyens, & que c'eſt-là le ſujet de toutes les diſſentions qui s'élèvent entre ces deux Corps. Mais, comment remédier à cet abus ?.... En forçant la Nobleſſe à ſupporter comme nous toutes les charges de l'Etat. Il eſt naturel, ſans doute, que l'homme, qui ſe ſent ſurchargé, cherche à ré-

jetter le ſurplus ſur celui dont il porte la part. Mais, croyez-vous, MESSIEURS, que la Nobleſſe ſe laiſſera dépouiller impunément d'un bien qu'elle poſſéde depuis des ſiècles ? Et ſi vous réuſſiſſez à la réduire à votre niveau, quel bien aurez-vous fait au public ? Quels abus aurez-vous reformés ? Les dignités feront-elles moins données à la faveur ? Et la juſtice en ſera-t-elle moins vénale ? Le peuple en ſera t-il plus content, & le riche en opprimera-t-il moins le malheureux ? Non, tant qu'il y aura des hommes, il y aura des abus & de l'injuſtice. C'eſt au Sage de les éviter ; c'eſt à la Nation aſſemblée à les corriger. Donc, loin de léver l'étendart de la rébellion, vous devez, MESSIEURS, travailler, de concert avec la Nobleſſe, pour oppſer une digue à la véritable ſource des malheurs de la Nation. Réclamez vos droits, mais épargnez le ſang des peuples. Si vous combattez, la France deviendra une mer orageuſe où ni vous ni vos enfans ne pourront jamais naviguer en paix, Il s'élévera des chefs de partis ; le plus heureux ou le plus adroit d'entr'eux l'emportera ſur ſes rivaux ; &, nouveau deſpote, il vous impoſera un joug cent fois plus honteux peut-être que celui dont vous cherchez à vous débaraſſer, Je ſais que tout honnête-homme s'in-

digne à la vue d'une injuſtice, & comme vous, MESSIEURS, je m'emporte, j'enrage de voir des abus auxquels je ne puis remédier; mais plus heureux, je reviens ſur mes pas, je vois par où je me ſuis égaré, & j'apprends à connoître que ce n'eſt point par une révolte qu'une Nation devient heureuſe. Un Etat ne ſe régénère point dans un inſtant, ſans coûter le ſang des Citoyens, & la nouvelle Loi eſt rarement à l'avantage de la multitude. Soyez moins preſſés de jouir, & vos projets auront une réuſſite plus certaine. Travaillez moins pour vous que pour la poſtérité, & la nobleſſe de votre déſintéreſſement parviendra, avec tout ſon éclat, juſqu'à l'avenir le plus éloigné. Revenez donc, MESSIEURS, de votre erreur, rejoignez-vous aux deux Corps que vous avez quitté, & concertez en paix avec eux les moyens de rendre la France heureuſe. Soutenez la juſtice, réclamez avec une noble liberté les droits qui vous appartiennent, mais que la jalouſie ſoit loin de votre cœur. Si la Nobleſſe a des privilèges, dites comme elle, nous en aurions profités ſi on nous les avoit offerts. Ces privilèges vous ſont à charge, il eſt juſte que vous cherchiez à les anéantir; mais pour y parvenir, il faut que la Nobleſſe même ſeconde votre travail.

La

La Cour, ce gouffre immenſe dans lequel s'abîment toutes les richeſſes du Royaume, eſt la vraie ſource des malheurs des peuples, la mère de tous les abus. Inſatiable dans ſes déſirs, elle ſe trouve dans des beſoins continuels, alors elle trafique de vent, crée des Charges, vend des titres, & avilit ainſi la vertu en donnant à prix d'argent ce qu'elle ſeule a droit d'obtenir. Ces nouveaux Êtres amphibies, qui en proviennent, forment bien-tôt de nombreuſes familles privilégiées, dont toutes les charges retombent ſur le malheureux Peuple. Voilà, MESSIEURS, un abus qu'il faut entièrement déraciner : il faut prouver au Souverain qu'il n'a point le droit de favoriſer une partie de ſes Sujets aux dépens de l'autre. Laiſſez les Nobles d'aujourd'hui jouir en paix de leurs privilèges, mais qu'à l'avenir il n'y ait plus aucune Charge qui puiſſe ni ennoblir, ni diſpenſer de ſupporter, avec la multitude, les fardeaux de l'Etat. Le Corps de la Nobleſſe vous ſoutiendra avec plaiſir dans cette entrepriſe ; il en deviendra lui-même plus épuré, & vous aurez la ſatisfaction de voir peu à peu s'éteindre une claſſe d'hommes qui nous ſont à charge. Les Nobles eux-mêmes conviennent que la Nobleſſe héréditaire eſt un abus ; hé bien, MESSIEURS, qu'à l'avenir le Ro-

turier qui se sera distingué par ses talens, ses armes ou ses vertus, devienne Noble; qu'il porte des marques de sa supériorité sur les autres hommes, qu'il ait des privilèges même lucratifs: il est juste que la vertu soit récompensée; mais qu'on ne tienne jamais compte à ses enfans d'un mérite qui leur est étranger.

Le Parlement, dites-vous, étant un Tribunal fait pour juger les Causes de toutes les classes de Citoyens, il doit être composé de Membres tirés des Trois Corps différens qui constituent la Nation. Cela est juste; mais que le Tiers ait le droit d'envoyer lui seul aux Assemblée Nationales, autant de Députés que les deux autres Corps ensemble, cela n'est point admissible; car il est certain que le Tiers alors l'emporteroit toujours sur le reste de la Nation, à moins que les deux autres Corps n'en fasse qu'un seul, comme on l'a faussement prétendu.

Un de vos articles porte, à déclarer nulle toute Loi tendant à exclure des Charges & Dignités, les Gens du Tiers; si cette Loi existoit, vous auriez raison de vouloir l'abolir, mais l'homme capable, de quelqu'état qu'il soit, a toujours eu le droit d'aspirer à toutes les Dignités. Si par un abus, les places les plus lucratives ont toujours eté le partages des Nobles

c'eſt cet abus qu'il faut réformer, & non la Loi qui n'exiſte pas. Mais quel moyen de remédier à ces injuſtices ſans trouver d'obſtacles ? Le voici, MESSIEURS : laiſſez jouir en paix de leurs privilèges toutes les perſonnes qui en ont, & faites une Loi qui s'oppoſe à l'augmentation des gens privilégiés. J'ai montré comment on peut ſans injuſtice s'oppoſer à l'accroiſſement de la Nobleſſe ; voyons les remèdes contre les abus du Clergé, ſans attenter aux privilèges d'aucun de ſes Membres !

Tout le monde ſait que MM. les Archevêques, les Evêques & même les Recteurs des groſſes Paroiſſes, ſont tous tirés du Corps de la Nobleſſe, ce qui eſt évidemment injuſte. Mais ce qui eſt bien plus révoltant encore, c'eſt de voir tous ces Meſſieurs poſſéder, outre les revenus exhorbitans de leurs Evêchés, des Benéfices immenſes, & de réunir ſur une ſeule tête la fortune de cent familles ; fortune, qu'au lieu de l'employer, ſuivant les inſtitutions, au ſoulagement des malheureux de leurs Diocèſes, ils mangent dans la Capitale, entourés de proſtituées.

Ces Moines pareſſeux, engraiſſés au fond de leurs Cloîtres, ne ſont pas moins à charge au reſte de la Nation, & c'eſt faire une œuvre de charité que de les exterminer ; cependant gardons-

nous bien de les tuer; mais réunissons plusieurs Communautés dans une seule; empêchons les de faire des Sujets : bientôt nous en ferons débarrassés, & leurs biens, acquis par la fraude, pourront nourrir un gros quart de la Nation.

Laissons aussi nos fréluquets d'Evêques se parfumer tranquillement dans leurs serrails ; qu'ils aient même la douce liberté de se tuer à coups de fusils, si le cœur leur en dit davantage ; mais qu'après leur mort, à mesure qu'ils cesseront de scandaliser la terre par leurs débordemens, une assemblée de Députés de leurs Evêchés ait seul le droit de leur nommer des Successeurs parmi les Prêtres du Diocèse ; ou bien, pour éviter toute partialité dans l'élection, que le Recteur le plus ancien succède de droit à son Evêque. Alors, que tous ces nouveaux Prélats aient un revenu égal, puisqu'ils auront tous le même grade de Dignité : huit mille livres les Evêques & douze milles les Archevêques, est plus qu'un homme qui prêche la pauvreté ne doit désirer. Obligez les de vivre dans leurs Diocèses, & qu'il soit défendu de réunir à-la-fois deux Bénéfices sur une même tête. De cette manière, il y aura deux fois plus de Places à donner, & des millions à prendre sur le superflu de leurs revenus, pour être répartis sur le Peuple. Diminuez de même

les revenus des Chanoines & Recteurs à venir; augmentez ceux des pauvres Curés & Chapelains, qui, chargés de toutes les peines du Sacerdoce, ont à peine de quoi vivre. Oppofez par-tout des barrières qui empêchent le riche d'écrafer le malheureux. Toujours réunis avec la Nobleffe, calculez les revenus du Royaume, voyez fes charges, répartiffez avec une jufte équité les Impôts fur les têtes des Citoyens, & eu égard aux Privilèges de chacun, qu'ils y contribuent tous proportionnellement à leur état & à leur fortune; mais faites grace au malheureux qui gagne fon pain à la fueur de fon front.

Demandez fréquemment des Etats-Généraux; que le Roi & fon Miniftre vous y rendent un compte exact de leur adminiftration; c'eft votre bien qu'ils régiffent, il eft jufte que vous fachiez à quoi il eft employé. Qu'après la mort du généreux Necker la Nation ait feule le droit de nommer à fa place, l'homme qu'elle croira par fes vertus & fes talens, le plus digne de la remplir, & qu'il foit dépofé, fi fa conduite eft équivoque. Que la Cour rétranche fon fuperflu, qu'elle renonce à fon luxe effréné, que, réduite à un revenu fixe & fuffifant pour foutenir la Majefté du Trône, Elle ne puiffe jamais augmenter les Impôts que lorfque des Guerres ou d'autres Calamités publi-

ques l'exigeront pour le bien de la Nation, & que ces Impôts tombent auſſitôt que les beſoins ceſſeront.

Voilà, MESSIEURS, les droits que la France doit unanimement réclamer, qu'elle doit réclamer avec toute la fermeté convenable à une Nation que le Deſpotiſme n'a point encore avilie. Fuyez donc, MESSIEURS, fuyez le ſouffle empoiſonné du ſerpent qui vous a ſéduit; que la diſcorde ſoit loin de vous, & vous obtiendrez tout ce qu'une Cauſe ſi juſte a droit d'obtenir; mais quoique vous puiſſiez faire, penſez que vous n'aurez rien fait de bien, ſi vous n'avez ſongé à ſoulager le pauvre Peuple.